

Paris, le 19 décembre 2008

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### X. DARCOS doit aussi prendre la mesure de la concertation sur la réforme de la voie professionnelle

Paris, le 16 décembre 2008

Si le ministre vient d'annoncer qu'il différerait la mise en place la réforme des 2<sup>nd</sup> à la rentrée 2009, pas un mot sur l'enseignement professionnel ni sur les réformes concernant les PLP.

Le SNUEP-FSU rappelle qu'il s'oppose toujours à la généralisation du bac pro en 3 ans, dans l'intérêt surtout des élèves mais aussi du système éducatif et des personnels. Il dénonce sa mise en place brutale dès la rentrée 2009 sans aucun respect des parcours de formation des jeunes. Contrairement à ce qui est affiché par le ministre, cette mise en place précipitée risque de laisser des milliers de jeunes sans possibilité de poursuite d'études en baccalauréat professionnel. Le SNUEP-FSU demande au ministre de prendre aussi le temps de la réflexion pour mettre en place une autre réforme de la

voie professionnelle avec, entres autres, le maintien des formations BEP en deux ans, véritable investissement éducatif pour la poursuite d'études supérieures.

Le SNUEP-FSU s'oppose aussi aux suppressions de postes qui seraient la conséquence de l'application de cette réforme et qui entraîneraient des impossibilités de fonctionnement des lycées professionnels, mettant en péril l'avenir des élèves les plus fragiles.

Le SNUEP-FSU appelle donc les personnels à rester mobilisés et à défendre une autre politique pour l'enseignement professionnel.

*Le Secrétariat National du SNUEP-FSU*

### Le SNUEP-FSU au Ministère le mardi 16 décembre rappelle ses mandats

Le SNUEP demande déjà depuis plusieurs mois à être reçu au ministère afin de soulever les problèmes que pose la mise en place de la réforme de la voie professionnelle. Le ministère s'obstine à ne vouloir discuter qu'avec les organisations qui sont d'accord avec lui. Nous n'avons pas cette conception là du dialogue social.

L'attitude du ministère envers l'enseignement professionnel, ses personnels et leurs représentants syndicaux est inadmissible. Depuis le début le ministère manœuvre pour ne pas avoir à expliquer les choix réels qui l'ont amené à proposer une telle réforme. Après avoir divisé les organisations syndicales avec le protocole de discussion, abusé certaines avec le relevé de conclusion, il décide aujourd'hui de passer en force, en distillant les informations au compte goutte : grilles horaires des bacs pro 3 ans, répartition des moyens par académie, la veille des vacances.

Le ministère a choisi de mettre en place une réforme qui lui permettra de supprimer des milliers de postes en lycées professionnels dès la rentrée 2009, ce qui donne encore moins d'école à ceux qui en ont le plus besoin. Le SNUEP-FSU continue et continuera de dénoncer cette politique néfaste pour tous et qui n'a d'autre objectif que de réaliser des économies budgétaires et un affichage du « moins de fonctionnaires ».

Les choix du ministre se traduisent directement dans le projet de grilles des baccalauréats professionnels en

3 ans puisque c'est à travers l'organisation des enseignements qu'il compte bien récupérer un maximum des postes. Les grilles ont été présentées au CSE sans concertation avec la quasi-totalité des organisations syndicales y siégeant. Celles-ci ont réussi à faire reporter ce point de l'ordre du jour à un prochain CSE.

Le SNUEP-FSU a contacté de nouveau le ministre pour être reçu au plus vite. Il sera au ministère le mardi 16 décembre, veille du CSE, pour rappeler ses positions, pour défendre l'enseignement professionnel public sous statut scolaire et pour défendre les personnels et les élèves.

Le SNUEP-FSU continue à alerter les collègues sur les dangers de la mise en place de cette réforme. Il demande le maintien des formations BEP en deux ans ainsi qu'une politique éducative ambitieuse qui permette la réussite de tous les élèves garantissant un diplôme national ainsi que l'accès à une poursuite d'études dans l'enseignement supérieur.

Le SNUEP-FSU soutient les élèves, leurs parents et les personnels, déjà en lutte dans plusieurs académies. Il appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser, à multiplier les actions sous diverses formes et à préparer un prochain mouvement d'ampleur en janvier 2009.

*Le Secrétariat National du SNUEP-FSU*



toute info sur [www.snuep.com](http://www.snuep.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuepnat@snuep.com](mailto:snuepnat@snuep.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56

## Déclaration de la FSU

La FSU se félicite que les actions engagées depuis plusieurs mois pour dénoncer les 13500 fermetures de postes et l'absence de véritable dialogue social ( 19 oct, le 20 nov notamment) aient amené le ministre à changer de ton, à prononcer des excuses vis à vis des enseignants de l'école maternelle, à retirer les poursuites engagées vis à vis des municipalités qui ne peuvent pas mettre en œuvre le SMA et enfin à enfin accepter ce que de nombreuses organisations avaient demandé et notamment au dernier CSE par l'adoption majoritaire d'un vœu présenté par la FSU : le report de la réforme lycée et la prise de temps pour de nouvelles discussions incluant l'ensemble des éléments du dossier.

La FSU sera très attentive à ce que les engagements pris lundi, notamment sur une « large concertation avec les représentants des enseignants, des lycéens et des familles » soient bien suivis d'effets.

Pour nous le recul obtenu par les luttes ne saurait se solder par le maintien, à terme, du lycée actuel. Celui-ci doit être rénové, afin de permettre la formation de haut niveau et la réussite de tous les jeunes. **Nous avons des propositions à mettre au débat, intégrant y compris des réflexions sur la voie professionnelle.** Nous avons toujours dit « ni la réforme prévue ces mois derniers, ni statu quo », nous veillerions à ce qu'il en soit ainsi.

**Bien entendu, si la FSU considère positivement que le gouvernement ait entendu les grévistes et les manifestants sur la réforme des lycées,** elle souhaite qu'il en soit de même concernant les moyens en postes nécessaires pour la rentrée 2009 et pas seulement d'enseignants, mais aussi d'administratifs et d'ouvriers, de personnels sociaux et médicaux, d'orientation et psychologues, d'éducation, etc. ; mais **elle souhaite qu'il en soit de même également concernant d'autres réformes (celles sur les Bacs pro et les BEP,** sur le premier degré et les Rased notamment, sur la formation des maîtres, sur l'enseignement supérieur et la recherche, les IUT,... même si nous savons que ces dernières ne concernent pas directement cette assemblée). Puisque le ministère semble maintenant persuadé sur un dossier qu'on ne saurait réformer au pas de charge et contre l'avis des personnels et des usagers, il doit admettre qu'il en est de même sur les autres thèmes

et par exemple accepter de repousser les premiers nouveaux concours de recrutement des enseignants à la session 2011, laissant ainsi le temps de construire des masters et des formations de qualité.

Enfin nous souhaitons que l'ensemble des organisations représentatives des personnels, des parents, des lycéens, soient entendues sur les évolutions du système éducatif et qu'un véritable débat public soit organisé.

Cela n'a pas été le cas concernant le seul texte à l'ordre du jour aujourd'hui. Il a été élaboré en catimini, dans le secret, avec quelques organisations seulement et n'a donc pu faire l'objet d'un débat approfondi alors qu'il engage l'avenir de la scolarité dans la voie professionnelle, qu'il aura des retombées importantes sur les conditions d'études des jeunes et de travail des personnels, sur l'organisation des établissements.

La discussion mettra en évidence les désaccords avec le projet qui résulte de cette forme de travail. Des crispations en résulteront, des récriminations fortes en découleront chez les personnels de la voie professionnelle. D'autres formes de travail n'auraient sans doute pas tout réglé puisqu'il y a sans aucun doute des divergences de fond sur nombre de choix entre le ministère et des organisations présentes ici, mais le débat aurait néanmoins dû être organisé.

La FSU le dit au ministère une nouvelle fois : oui il faut améliorer le système éducatif de notre pays, pour nous ce doit être avec l'objectif central de démocratisation et de réussite de tous. Quoiqu'en dise ce gouvernement, nous ne pensons pas que ce soit là l'orientation qu'il choisit, coincé qu'il est entre une volonté forcenée de réduire les coûts et un choix de réorientation vers l'individualisme plus que vers les solidarités. Les réformes proposées modifient profondément le système éducatif, à tous ses niveaux, elles sont intimement liées entre elles et ne permettront pas d'atteindre les objectifs que nous affichons. Mais nous sommes prêts à mener le débat et pour cela il faut du temps et des méthodes de travail. Le ministère dit depuis lundi vouloir reprendre le débat « sans tabou » sur les lycées, il doit en être ainsi sur les autres sujets.



## NOUVELLE CONDAMNATION DE LA POLITIQUE MINISTERIELLE

# LE CSE DIT NON AUX GRILLES HORAIRES DES BACCALAUREATS PROFESSIONNELS

Paris, le 17 décembre 2008

Le texte du projet de décret relatif aux grilles horaires du baccalauréat en 3 ans présenté ce jour au Conseil Supérieur n'est que le texte déjà présenté lors de la commission des lycées du 3 décembre, sur lequel figure certains amendements qui font suite aux consultations qui se sont déroulées depuis une semaine. C'est ainsi que le texte précise davantage les modes de calcul des volumes complémentaires d'heures professeur destinées aux activités en groupe réduits et aux activités de projet. Le SNUEP-FSU était largement intervenu pour que des règles de calcul soient mentionnées, ce qu'il avait d'ailleurs précisé lors d'une audience le 16 décembre.

**Cependant la logique du texte reste identique.** Il s'agit d'asseoir la réforme de la mise en place du Baccalauréat professionnel en 3 ans avec la suppression des sections de BEP et d'entériner une globalisation tri annuelle des horaires d'Enseignement. La mise en place de ces horaires est confiée aux établissements dans le cadre d'une autonomie sans véritable cadrage national. Rien ne serait pire que d'aboutir à des

conditions d'enseignement différentes selon les établissements.

**Pour le SNUEP FSU, opposé à cette réforme,** ces éléments ne sont pas acceptables, de même que la répartition des horaires entre les enseignements généraux et les enseignements professionnels pour certaines matières.

Les organisations syndicales de la FSU ont voté contre ce projet d'arrêté.

**Le SNUEP-FSU demande** au Ministre de l'Éducation de revenir sur sa réforme et notamment sur la suppression des sections de BEP indispensables pour certains élèves issus de la Classe de Troisième. **Il réitère sa demande d'engager une réflexion sur l'enseignement professionnel public associant tous les partenaires représentatifs.**

Ce dossier n'est pas clos. L'avenir des élèves et de l'Enseignement Professionnel en est l'enjeu.

*Le Secrétariat National du SNUEP-FSU*

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU SNUEP FSU

# POUR UN VERITABLE DEBAT SUR LA REVALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

Paris, le 18 décembre 2008

Aujourd'hui les lycéens des voies professionnelle, générale et technologique, avec les étudiants, ont exprimé par la grève et la manifestation, leur refus massif de la réforme de la voie Professionnelle.

Le SNUEP-FSU dénonce toute forme de répression (administrative, policière, pénale) à l'encontre des jeunes qui défendent leur droit à l'éducation.

Opposé à la généralisation du BAC pro 3 ans et à la disparition des BEP, le SNUEP-FSU syndicat non-signataire de la réforme refuse sa mise en place, appelle à poursuivre et amplifier les mobilisations.

Le Ministre doit entendre les lycéens et les enseignants en lutte, qui défendent un droit à

l'éducation permettant la réussite de tous les jeunes, sans oublier ceux de la voie Professionnelle. Les évolutions et les transformations nécessaires dans les trois voies du lycée, ne doivent pas répondre à une logique comptable de resserrement de l'offre de formation et de suppressions massives de postes.

Le SNUEP-FSU demande qu'un temps nécessaire soit pris pour engager un véritable débat sur la revalorisation de la voie professionnelle et de ses personnels.

*Le Secrétariat National du SNUEP-FSU*



Toute l'info sur [www.snuep.com](http://www.snuep.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuelpnat@snuep.com](mailto:snuelpnat@snuep.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°105

- 3 -



## **Journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier 2009 : pour la Fonction publique toutes et tous en grève et dans les manifestations**

**N**os organisations syndicales Fonction publique se retrouvent totalement dans la décision unitaire de faire du jeudi 29 janvier 2009, une journée d'action interprofessionnelle pour :

- ▶ défendre l'emploi privé et public ;
- ▶ lutter contre la précarité et les dérèglements économiques et sociales ;
- ▶ exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- ▶ défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;
- ▶ des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Ensemble, avec nos collègues du privé, nous revendiquons une autre politique notamment en matière d'emploi, de rémunérations et de protection sociale.

Pour la Fonction publique, nous exigeons particulièrement :

- ⇒ L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;
- ⇒ L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;
- ⇒ Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;
- ⇒ Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la Révision Générale des Politiques Publiques, nous rappelons notre détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

D'ores et déjà, nos organisations syndicales souhaitent que, partout (localement et dans les secteurs professionnels), des contacts unitaires aient lieu pour préparer la grève et les manifestations du 29 janvier.

Paris, le 18 décembre 2008



Toute l'info sur [www.snuép.com](http://www.snuép.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuépnat@snuép.com](mailto:snuépnat@snuép.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



**Infos n°105**

Paris, le 18 décembre 2008

Le Conseil d'Orientation des Retraites vient de rendre public le rapport sur les droits familiaux et conjugaux de retraite. Il confirme l'existence d'inégalités de revenus salariaux puis de retraite entre les hommes et les femmes. Le rapprochement des situations n'empêchera pas le maintien de ces inégalités sur une longue durée. Le rapport souligne donc l'importance des dispositifs de compensation que les évolutions sociologiques et juridiques interrogent cependant. Le Conseil propose que la réflexion soit menée en fonction des objectifs à retenir, toute évolution devant être envisagée de manière progressive.

La FSU relève l'absence dans le rapport de tout bilan de la réforme des bonifications pour enfants intervenue dans la fonction publique en 2003. Elle regrette que le rendez vous de 2008

n'ait pas permis de revenir sur les injustices faites aux femmes par cette réforme.

Elle s'inquiète donc que l'extension de ces mesures soit envisagée pour les salariées du régime général.

La FSU estime que sur ces questions sociales, il est nécessaire d'avoir un débat public.

Les réformes des retraites de 1993 et de 2003 ont dégradé les droits à pension de tous, en affectant tout particulièrement les femmes et les salariés les plus précaires. Les pistes envisagées ne peuvent être examinées en ignorant ce contexte.

La FSU s'opposera à toute mesure qui diminuerait les pensions.

Elle alerte le gouvernement sur le risque de départs précipités de fonctionnaires mères de 3 enfants dans la crainte de nouvelles dégradations.

## LE SNUEP-FSU vous adresse ses meilleurs vœux pour l'année 2009

### Des vœux combatifs pour les prochaines manifs de janvier



Toute l'info sur [www.snuep.com](http://www.snuep.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuelpnat@snuep.com](mailto:snuelpnat@snuep.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°105